

**NATIONS UNIES  
COMMISSION  
ÉCONOMIQUE  
POUR L'AMÉRIQUE  
LATINE ET LES  
CARAÏBES – CEPAL**



Distr.  
LIMITÉE

LC/MEX/L.358  
24 Juillet 1998



ORIGINAL: ESPAGNOL

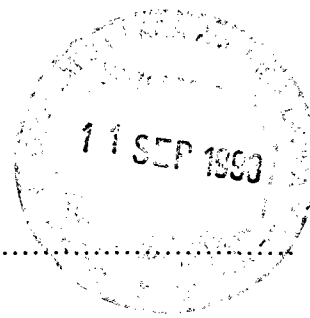
---

**HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 1997**

WATSON  
WATSON  
WATSON  
WATSON  
WATSON  
WATSON

WATSON WATSON WATSON WATSON WATSON

## TABLE DES MATIÈRES



	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente.....	1
2. La politique économique et les réformes.....	2
a) La politique fiscale.....	3
b) La politique monétaire et la politique des changes.....	4
c) La politique commerciale.....	5
d) La dette publique externe.....	6
e) Les réformes structurelles.....	6
3. Évolution des principales variables.....	7
a) L'activité économique.....	7
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi.....	9
c) Le secteur externe.....	11
<u>Annexe statistique</u> .....	13



## 1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

Au cours de l'année 1997, <sup>1</sup> l'économie d'Haïti a présenté des performances très modestes, avec une croissance globale dépassant à peine 1%, par rapport aux 2,8% atteints en 1996. À l'origine de cette régression, on trouve plusieurs facteurs d'incertitude, nés de la crise politique et institutionnelle qui frappe ce pays et s'est accentuée à la suite de la démission du Premier ministre, au début du mois de mai 1997. Le désaccord entre le gouvernement et le pouvoir législatif a rendu difficile la poursuite des réformes fixées au début de cette période avec le Fonds monétaire international (FMI), <sup>2</sup> ce qui a provoqué une grave diminution du financement public provenant de l'extérieur et l'impossibilité de poursuivre la restructuration de l'appareil économique.

Depuis la période précédente, il régnait une forte incertitude sur la possibilité d'appliquer les termes de l'accord signé avec le FMI, vu l'opposition politique qu'il provoquait. Cette situation a eu de fortes répercussions sur le niveau d'activité économique interne, puisque tous les secteurs de la production ont ralenti ou interrompu leur rythme de croissance par rapport à l'année précédente. Contrairement au ralentissement interne, l'évolution du secteur externe s'est avérée plus dynamique que l'année précédente; les exportations et les importations ont contrecarré les tendances à la récession et augmenté leur volume, avec des taux de croissance élevés (8% et presque 4%, respectivement).

On a malgré tout assisté de nouveau à un fort déséquilibre commercial externe (513 millions de dollars) qui a été compensé par les transferts qui affluent en abondance depuis la levée de l'embargo. Bien que les décaissements externes n'aient pas atteint cette année le montant prévu à l'origine par les organismes multilatéraux de coopération, <sup>3</sup> les transferts de fonds privés ont fortement augmenté par rapport à 1996 (68,4%) et le gouvernement a différé ses engagements de paiement afin de libérer des fonds.

Les autorités monétaires sont parvenues à injecter des ressources liquides et à les contrôler de façon indirecte, de sorte qu'elles ont pu fournir suffisamment de ressources au système, sans mettre en danger la stabilisation. Les rythmes d'inflation et de dépréciation de la monnaie locale se sont ainsi ralentis; les prix internes ont enregistré une variation moyenne annuelle de 16%, inférieure à celle des deux années précédentes, et le taux de change moyen a atteint 16,2 gourdes par dollar, similaire à celui de 1996. En termes réels, on a donc assisté à une appréciation du taux de change de presque 11%. Enfin, la politique monétaire s'est adaptée en fonction des restrictions qui ont pesé sur les opérations fiscales, de sorte que le crédit destiné au gouvernement a diminué, alors que celui destiné au secteur privé a augmenté de 43%.

---

<sup>1</sup> La période d'analyse porte sur l'année fiscale débutant en octobre 1996 et finissant en septembre 1997.

<sup>2</sup> Après deux ans d'application d'un programme d'urgence de relance économique dans le cadre d'une stratégie à moyen terme, le gouvernement d'Haïti a eu recours au FMI pour convenir d'une Facilité d'ajustement structurel élargie (ESAF, *Enhanced Structural Adjustment Facility*) pour un total de 91,1 millions de DTS (Droits de tirage spéciaux), qui seront décaissés proportionnellement au cours des trois années du programme.

<sup>3</sup> D'après le rapport de la Banque de la République d'Haïti (BRH), au cours de l'année 1997, les décaissements au titre de la coopération externe (694,8 millions de gourdes) n'ont représenté que 25,4% du total des dons et emprunts souscrits à l'origine pour cette année fiscale.

Le déficit fiscal (2% du PIB, ou produit interne brut) a augmenté à un rythme modéré, grâce à une considérable augmentation des recettes fiscales, tenant compte que malgré les restrictions de financement, l'accroissement des dépenses courantes a dépassé le rythme de l'inflation. A la suite des premières réformes et mesures approuvées au cours de l'exercice précédent, les recettes fiscales ont augmenté de plus de 27% en termes réels. Bien que le programme d'investissements publics ait été renforcé dans le domaine rural et de l'éducation, il n'a pas eu l'effet de relance qu'il était censé produire d'après les programmes du gouvernement. Parmi les coûts implicites de la restriction budgétaire il faudrait tenir compte de l'ajournement de certains projets publics, <sup>4</sup> en particulier dans le domaine de l'infrastructure productive et de services. Outre l'aggravation des conditions de vie et de travail pour de larges couches de la population, cela a eu un effet négatif indirect sur les décisions d'investissement du secteur privé.

Finalement, après les quatre premiers mois de l'année, les prévisions économiques pour l'année 1998, semblent peu encourageantes du fait des profondes répercussions économiques de la crise politique et du manque de perspectives quant à une solution. Les conditions associées au déblocage des fonds externes sont aussi un frein à l'exécution des programmes de relance économique et de développement productif. Le Programme d'Urgence et de Relance Economique (PURE) s'en est trouvé tronqué et diverses mesures fiscales et administratives, dans le cadre de la modernisation de l'appareil d'État, sont encore en attente d'approbation et d'exécution. C'est pourquoi, l'absence d'une autorité capable de gérer et d'exécuter les ressources rend plus difficile l'objectif de croissance du PIB, fixé à 2% pour le prochain exercice fiscal.

## 2. La politique économique et les réformes

Le fonctionnement des autorités économiques au cours de l'année 1997 a été caractérisé par leur impossibilité d'avancer dans l'exécution du programme de réforme structurelle établi avec le FMI. Au début de cet exercice, la politique fiscale a été handicapée par le retard de l'approbation du programme de privatisation des entreprises publiques et, ensuite, par le manque d'autorité compétente (Premier ministre) pour donner suite au programme économique, à cause des incompatibilités politiques entre la Présidence et la majorité de l'Assemblée.

Ce désaccord a eu des conséquences sur toutes les instances de l'administration publique, en particulier pour l'exécution du budget. N'ayant pas reçu l'approbation parlementaire, le budget a dû être établi conformément aux grandes lignes de l'année précédente et selon la part proportionnelle du montant total décaissé (1/12 par mois), de sorte que certaines mesures de réforme et autres initiatives en sont restées à l'état de projet. Vers le troisième trimestre de l'année fiscale, le budget des dépenses et des recettes du gouvernement a été autorisé, se consolidant pour la première fois au budget des investissements, sous la supervision de l'Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF), récemment constituée à cet effet. D'autre part, la plus grande capacité de gestion des autorités monétaires a permis de répondre de façon efficace à la demande de crédit des secteurs bancaire et privé.

---

<sup>4</sup> Pendant les années fiscales 1996 et 1997, l'investissement public par rapport au PIB s'est maintenu juste au-dessus de 0,3%, ce qui ne représente qu'un septième de la proportion d'investissement public exécutée au cours des années quatre-vingts (en moyenne 2,3% du PIB).

### a) La politique fiscale

Le déficit fiscal a atteint 2% du PIB, juste un peu plus que l'année précédente (1,6%). La poursuite de certaines mesures de contrôle fiscal et budgétaire approuvées au cours de l'exercice précédent et l'impossibilité d'exécuter en sa totalité le budget des dépenses -qui mettait l'accent sur les dépenses en investissements pour relancer le décollage économique-, ont contribué à l'utilisation modérée des ressources disponibles.

La gestion économique du gouvernement central a connu des difficultés à cause de l'interruption du processus de réforme structurelle et de la suspension des décaissements externes. L'exécution budgétaire s'est donc traduite en restrictions au niveau du paiement des salaires et des subventions, mais l'impact négatif le plus grave a porté sur les projets de développement qui étaient censés dynamiser la relance économique, leur réalisation étant déterminée en fonction de la disponibilité financière du gouvernement, au titre de la contrepartie des ressources et de la coopération externes.

La discipline fiscale a eu tendance à se relâcher au cours du quatrième trimestre de l'exercice fiscal où le gouvernement a disposé des deux tiers des ressources financières programmées par la BRH.

Le financement externe consistant en dons, pour la plupart en provenance de l'Union européenne (UE) et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), s'est élevé à 695 millions de gourdes, montant qui a contribué pour 70% à couvrir le déficit. En termes net, le financement interne, formé surtout de ressources extrabudgétaires et d'arriérés de paiements internes, a dépassé le financement extérieur. Conformément à son objectif stratégique de contrôler les dépenses sans compter sur un financement bancaire pour celles-ci, le gouvernement a décaissé cette année 104 millions de gourdes pour le programme de consolidation de sa dette envers la BRH. <sup>5</sup>

Les recettes fiscales ont présenté à nouveau une hausse annuelle supérieure aux prévisions (39%), à cause des mesures importantes prises au cours de l'exercice précédent, parmi lesquelles il faut souligner l'uniformisation de l'impôt sur le volume des opérations commerciales (Taxe sur le Chiffre d'Affaires, TCA) à 10% et son application à toute sorte de produits non exonérés, y compris les produits de base. Cette mesure, ainsi qu'un meilleur contrôle de l'acquittement des contribuables, explique la croissance réelle de 27,2% enregistrée au niveau des recettes fiscales. <sup>6</sup>

Un autre domaine où la perception fiscale a évolué très favorablement est celui des impôts sur le commerce extérieur, dont les recettes ont doublé par rapport à celles de l'année précédente (106,5%). Dans ce cas-là, l'efficacité de la perception des impôts est due aux efforts pour contrôler l'évasion fiscale, ainsi qu'à l'extension et la simplification des taxes à l'importation -qui ont été

---

<sup>5</sup> Le programme de consolidation de la dette interne a commencé en décembre 1996 avec la vérification et la conciliation des comptes du gouvernement à la charge d'une commission bipartite du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Banque de la République d'Haïti (MEF/BRH).

<sup>6</sup> Bien que le coefficient d'imposition fiscale par rapport au PIB ait augmenté de 7,4% à 9,1%, ce pourcentage est encore inférieur à la moyenne des pays de la région (15%).

fixées à un maximum de 10%-, et à l'application d'un impôt unique et généralisé de 4% fixé pour la vérification des importations. L'entrée en vigueur de l'impôt de droit d'accises de 10% sur l'importation de véhicules a été tout aussi importante. Même si toutes les dispositions de réforme fiscale approuvées depuis l'exercice précédent n'ont pas pu être mises en place, les mesures visant à généraliser le paiement de l'impôt *ad valorem* et les limitations aux régimes d'exonération ont permis au dynamisme des importations de produire plus du double du montant perçu sur les transactions externes.<sup>7</sup>

Le programme de réforme structurelle élargi avec le FMI, validé pour trois ans à partir d'octobre 1996, n'a pu être respecté car le processus de décentralisation de neuf entreprises d'État a été interrompu, faute de Premier Ministre pour autoriser le transfert des actifs publics.<sup>8</sup> C'est aussi pour cette raison que les transferts d'entreprises publiques, constituant la ligne de recettes la moins importante du gouvernement, se sont réduits de 76%.

Malgré le blocage des fonds extérieurs, les dépenses courantes ont augmenté à un taux avoisinant 28% par rapport à l'année fiscale précédente, représentant presque 10% du PIB. La plupart de ces dépenses correspondent aux rémunérations et frais de fonctionnement. Les dépenses extrabudgétaires, qui représentent presque le cinquième du total et comprennent la lourde charge du paiement d'intérêts de la dette (395 millions de gourdes), ont été plus dynamiques.

La réduction des employés de la fonction publique par le biais des programmes de retraite volontaire et anticipée, formant partie de la réforme du secteur public, a été provisoirement suspendue. Il s'est avéré que l'objectif de stabilisation de la masse salariale était difficile à atteindre, vu que le gouvernement a dû couvrir des arriérés de salaire au personnel de l'enseignement et de la santé. Contrairement aux prévisions, le nombre de fonctionnaires du gouvernement a augmenté de 4,5% et la masse salariale s'est élevée d'un peu plus de 14%, légèrement au-dessous de l'inflation interne.

## **b) La politique monétaire et la politique des changes**

Au cours de l'année 1997, les autorités monétaires ont eu recours à des mesures peu orthodoxes pour doter l'économie d'une plus grande liquidité et de ressources. Puisque grâce à la réduction du taux de réserves obligatoires, une grande liquidité avait été libérée, par la suite il fallut

---

<sup>7</sup> Le programme de réforme fiscale contient d'autres mesures visant à obtenir une meilleure efficacité du contrôle de la contrebande, l'élimination des produits exonérés et l'amélioration de la perception des impôts en province, grâce aux inspecteurs fiscaux.

<sup>8</sup> Le programme de privatisation des entreprises publiques, visant à réduire la présence du gouvernement dans l'économie, est formulé conformément à trois types d'acquisition privée: capitalisation, concession et administration avec une commission sur les bénéfices obtenus. Du point de vue légal, le processus d'appel d'offre et d'attribution relève du Premier ministre. Au cours de l'année fiscale 1997, faute de cette supervision, seule la Minoterie a achevé son processus de privatisation, alors que Ciment d'Haïti était encore en cours de transfert à un concessionnaire en décembre 1997. Les autres entreprises -électricité, télécommunications, ports et aéroports, et les banques publiques, de crédit et populaire- attendent encore que la situation se normalise pour continuer le processus de transfert au secteur privé.



la restreindre par l'émission de bons. Les réserves internationales, quant à elles, ont contrecarré la tendance à la baisse de l'année précédente avec une croissance de presque 19%, tandis que le crédit interne augmentait à nouveau. Celui-ci a surtout favorisé le secteur privé (augmentation de près de 43%), alors qu'il s'est réduit de plus de 5% pour le secteur public. La plus forte dollarisation de l'économie, entre autres facteurs, a contribué à ce que les coefficients de liquidité aient atteint le niveau le plus bas des cinq dernières années.

Parmi les principales modifications enregistrées, à partir d'octobre 1996, il faut signaler la réduction par tranche du taux de réserve légale des banques commerciales -qui est passé de 48% à 26% à la moitié de l'année 1997-; parallèlement à l'uniformisation, depuis déjà un an, du taux de réserve obligatoire des différents types de dépôts. Depuis le mois de novembre, la Banque de la République d'Haïti a commencé à émettre des bons (dénommés « bons BRH ») devant être placés dans le secteur bancaire avec des rendements plus avantageux que les dépôts à terme. Le succès de ce placement auprès des banques a été tout à fait relatif, vu que certains clients potentiels ont préféré diversifier leur portefeuille de crédit.

Quant à la distribution du crédit, il faut remarquer l'importance accrue du secteur privé en tant que bénéficiaire au détriment du secteur agricole, dont l'accès au crédit n'atteint même pas 1% du total accordé. En effet, presque 27% du crédit a profité à des particuliers et le reste des ressources a été réparti dans une large mesure entre les entreprises commerciales de gros et de détail (39,5%) et les industries manufacturières (24,5%).

Au cours du premier trimestre 1997, la BRH a utilisé des mesures complémentaires telles que la vente de devises par adjudication, de sorte qu'elle a injecté 39 millions de dollars (652 millions de gourdes) afin de limiter les effets de la plus grande liquidité sur le marché des changes. De plus, parmi les mesures aidant à contrôler les pressions éventuelles sur le taux de change, elle a établi, à la fin du deuxième trimestre, un taux uniforme de réserve obligatoire de 12% sur les dépôts en dollars.

A la suite d'interventions réitérées et coûteuses des autorités monétaires sur le marché des changes, à la fin de l'année 1996, on était arrivé à stabiliser le taux de change à 15,1 gourdes par dollar. Au cours de l'année 1997, de fréquentes oscillations du taux de change entre 16 et 17 gourdes par dollar ont révélé que les agents économiques préféraient conserver leurs actifs en devise, vu la relative incertitude de la situation économique globale. La parité s'est donc établie en moyenne à 16,2 gourdes par dollar, ce qui témoigne d'une appréciation réelle du taux de change de 11% par rapport à la valeur enregistrée l'année précédente, comme nous l'avons déjà mentionné.

### c) La politique commerciale

S'il est vrai qu'au cours de l'année 1997, il n'a pas été possible de progresser dans la mise en oeuvre de certaines mesures visant à la libéralisation commerciale, pour les raisons déjà évoquées; il reste encore à appliquer la proposition fiscale de rendre plus rationnelles les taxes à l'importation en fixant seulement trois tranches d'impôt de 0%, 5% et 10%. En plus de contribuer au suivi et au contrôle de la perception des impôts, cette mesure est censée permettre une moindre dispersion des tarifs et augmenter la transparence des opérations douanières.

D'autre part, en matière de promotion des exportations, il est très important d'appliquer certaines mesures en vue de faciliter et de renforcer l'activité des usines de sous-traitance, surtout en ce qui concerne les conditions douanières et l'infrastructure administrative des ports. L'organisation des industriels <sup>9</sup> qui est à l'origine de cette activité reçoit le bénéfice du Fonds pour l'Assistance Économique et Sociale (FAES), organisme gouvernemental visant à pourvoir des conditions locales pour l'entraînement et la formation des travailleurs potentiels.

#### **d) La dette publique externe**

En 1997, les principaux événements relatifs à la situation de la dette extérieure ont été la limitation des décaissements et les arriérés du service de la dette. Bien que le solde ait atteint 1 025 millions de dollars à la fin de l'année fiscale (110 millions de plus qu'en septembre 1996), les décaissements ont été inférieurs aux prévisions, en fonction des emprunts souscrits avec les organismes multilatéraux. Dès le début de l'année fiscale, les événements politiques liés au retard et à la non ratification du budget du gouvernement par le Parlement ont provoqué la diminution du flux de fonds extérieurs. A la fin de cette période, ceux-ci ont atteint un montant inférieur, équivalent à 68% de ce qui avait été utilisé annuellement au cours des deux années précédentes.

S'il est vrai que la plupart de la dette souscrite correspond à des engagements auprès d'organismes financiers internationaux comme la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour des projets d'infrastructure agricole et de transport, au cours de l'année 1997, surtout des ressources du FMI ont été engagées à l'appui de la balance des paiements. Ces décaissements ont atteint 21,3 millions de dollars, somme qui, de toute manière, représente moins de 17% du total prévu dans le Programme d'ajustement structurel renforcé, ESAF, pour la période 1997-1999.

Quant au service de la dette externe, dans le cadre de la réforme structurelle du secteur public, le processus de transfert de la responsabilité des paiements aux entreprises et instances bénéficiaires des engagements externes est actuellement en cours, alors que cette responsabilité incombait auparavant au Trésor, par le biais de la BRH. Cela a provoqué des retards dans le paiement des échéances. D'autre part, cette année le gouvernement a bénéficié d'une mesure exceptionnelle d'annulation de dette pour 15,6 millions de dollars, soit 85% des arriérés de paiement auprès du gouvernement argentin ainsi que du rééchelonnement des 2,8 millions restants.

#### **e) Les réformes structurelles**

Outre les réformes générales mentionnées ci-dessus -modernisation de la gestion de l'État et des entreprises publiques, réforme fiscale et décentralisation gouvernementale-, d'autres mesures importantes ont été prises pour compléter la mise en oeuvre de ces projets. D'une part, pour appuyer la réforme administrative interministérielle, l'UGCF a été créée pour la supervision et la gestion au cours de ce processus. Un conseil pour la modernisation des entreprises publiques a également été constitué, en vue de diriger le processus de privatisation des entreprises soumises à appel d'offre. De plus, la Direction Générale des Impôts (DGI) a été dotée d'infrastructure

---

<sup>9</sup> Il s'agit de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

informatique afin d'augmenter son efficacité dans la lutte contre l'évasion fiscale et des brigades de contrôle ont été formées pour freiner la contrebande.

Enfin, dans le cadre d'un projet de réforme agraire polémique, une remise des terres aux paysans a été effectuée en février et novembre 1997. Au cours de la réalisation de ce projet, le gouvernement a convoqué la société civile à participer à la préparation des lois correspondantes à l'attribution légale de ces terrains.

### 3. Évolution des principales variables

#### a) L'activité économique

Le comportement de l'activité économique, avec un résultat global modeste exprimé en une augmentation de 1,9% de l'offre, montre une double tendance: d'une part, le ralentissement des variables internes et d'autre part, la reprise des variables externes. La demande intérieure est restée stagnante (0,8%), avec la chute de l'investissement brut et une dynamique de consommation inférieure à la croissance de la population. Au début de l'année fiscale, les agents économiques avaient beaucoup d'espoir quant à la relance économique du fait de l'effort d'ajustement des autorités gouvernementales et de leur intention de lancer une réforme structurelle du gouvernement. Par la suite, le retard de l'approbation du budget et la diminution des décaissements de la part des bailleurs de fonds étrangers ont créé à nouveau un climat d'incertitude peu propice au développement des investissements privés, tandis que les investissements publics en restaient à un niveau d'exécution minimum. Cela s'est traduit en une chute de l'investissement de 1,5%, ce qui prouve la vulnérabilité et la dépendance de l'activité interne du financement extérieur.

Bien qu'on puisse qualifier d'insuffisante la reprise des importations et des exportations de biens et de services (3,6% et 8% respectivement), si l'on tient compte de la dégradation du secteur externe trois ans plus tôt (à la date où cessait l'embargo économique), cette reprise a tout de même représenté une inflexion de la tendance régressive de l'année précédente. Au cours de cette année, la stagnation du taux de change nominal et l'augmentation de l'offre de crédit, renforcée par la disponibilité de devises, ont provoqué une incitation à la consommation privée. La dépense globale des familles a donc constitué l'élément le plus dynamique de la demande interne, avec une croissance à peine supérieure à celle du produit (1,2%).

En termes sectoriels, le plus fort dynamisme, coïncidant avec celui du produit global (1,1%), est attribuable à la production de biens et, parmi eux surtout au secteur de la construction (11,5%), qui a entraîné le secteur des mines. Il est important de souligner que la poussée de la construction, depuis la restauration de la démocratie en 1994, a permis à ce secteur de presque doubler sa participation dans la valeur ajoutée globale de l'économie (de 6,1% en 1990 à 11,6% actuellement) et de remplacer la manufacture en tant que secteur le plus important dans la production de biens. On estime que pendant l'année 1997, la plupart des travaux de construction a correspondu à des résidences particulières et des locaux commerciaux, puisque le gouvernement s'en est tenu à ne poursuivre que certains travaux d'infrastructure, routes et écoles qu'il avait entamés l'année précédente.

Les autres secteurs ont eu un comportement lent et parfois négatif, comme dans le cas du secteur agricole, dont la production a encore diminué par rapport à l'année précédente (-2,5%) mais qui reste cependant le plus important, vu son poids dans la formation du produit total et l'intérêt prioritaire que lui accordent les programmes actuels du gouvernement. Cependant, la sécheresse qui durant la première saison de l'année a frappé surtout la zone nord-ouest du pays, a provoqué de sévères dommages dans certaines cultures traditionnelles de consommation courante. Par contre, la récolte de riz, produit de base dans l'alimentation en Haïti, a dépassé les prévisions, améliorant l'approvisionnement local, au point de limiter cette année certaines importations de cette céréale. Ce résultat peut être attribué, dans une certaine mesure, à l'efficacité des travaux d'irrigation de la Vallée de l'Artibonite, réalisés avec le financement de la coopération externe et achevés antérieurement.

La relance des cultures d'exportation, prévue pour le début de l'année, a été handicapée par la sécheresse et le manque de financement pour des projets de diagnostic et de réorganisation des cultures, ainsi que pour des travaux d'irrigation. La production agricole a donc baissé de 3,2% par rapport à l'année précédente, tandis que l'élevage est resté stagnant (0,2%). Depuis la moitié de la décennie passée, ce secteur a bénéficié de subventions accordées à l'aviculture, comme substitut au bétail porcin décimé par la fièvre porcine africaine et, dans les dernières années, à des projets pilotes d'élevage artificiel de carpes et de *tilapias* au Sud du pays. Le bétail porcin, malgré les efforts pour reconstituer le cheptel, est toujours très vulnérable vu la précarité des conditions locales de l'élevage.

L'industrie manufacturière, qui avait commencé à se remettre des conséquences de l'embargo commercial, a de nouveau stagné (0,8%), conservant ainsi une participation à la formation du PIB de près de 7%, c'est-à-dire moins de la moitié de la valeur enregistrée au début de la décennie. En général, les perspectives de production de l'industrie destinée au marché local ont été partiellement freinées, à cause de l'incertitude liée à la politique économique et à la normalisation de la situation interne, qui répercutent sur les décisions d'investissement.

L'évolution par secteur a été variable. L'industrie alimentaire, qui représente plus du tiers de la production industrielle, a stagné (0,1%). Dans ce contexte, des facteurs tels que l'appréciation des prix relatifs des intrants et des matériaux importés, les conditions d'accès effectif au crédit et la concurrence déloyale faite par la contrebande croissante de toute sorte de produits, ont fortement pesé. Il faut souligner, de plus, que la récolte et la transformation de certains produits d'origine agricole, comme le sucre et la farine, ont presque disparu de la production locale et qu'il a fallu les remplacer par des importations; il s'agit là d'une tendance de plus en plus marquée pour les produits alimentaires de consommation courante. Parmi les produits en expansion on remarque, comme nous l'avons déjà signalé, les minerais non métalliques (15%), la transformation des métaux (6,7%) et les boissons (5,4%); les deux premiers secteurs étant étroitement liés à la poussée du secteur de la construction.

L'industrie de sous-traitance a consolidé, pour la deuxième année consécutive, sa tendance à la reprise, bien qu'elle soit sujette à d'autres types de restrictions, vu sa dépendance vis-à-vis de services liés à cette activité qui sont encore à la traîne et nuisent à sa compétitivité. Sûrement poussée par l'industrie de sous-traitance, la branche de l'habillement a aussi progressé de 2,7%. De fait, l'année a été marquée par 12 réouvertures et 11 nouvelles entreprises, dont le niveau d'activité n'est pas encore comparable à celui qui existait avant l'embargo économique. Quant à leur impact

sur l'emploi, on estime qu'elles ne créent environ que la moitié des postes de travail du début de la décennie.

Dans le domaine des services, on assiste à une stagnation généralisée. Dans le cas des services de base, elle est surtout due au manque d'eau à cause de la sécheresse et des problèmes dans l'infrastructure d'approvisionnement. D'autre part, malgré les difficultés de la production électrique, celle-ci a augmenté à nouveau, mais à un rythme inférieur à celui des deux années précédentes. Il faut souligner que l'entreprise électrique fait partie des sept -sur une liste de départ de neuf- concernées par le processus de modernisation et de privatisation. Parmi les principaux enjeux auxquels elle s'affronte, on relève la diminution des forts taux de pertes et de consommation non enregistrée qui, cette année, ont encore dépassé 54% de la production.<sup>10</sup> Parmi les usagers comptabilisés, l'augmentation de la consommation du secteur commercial et de l'industrie correspond à 63% de la croissance générale de la consommation électrique. Les autres services essentiels de transport et communications ont évolué lentement, à un rythme inférieur à la croissance du produit global, au fur et à mesure de la reprise des activités commerciales.

Quant au commerce et à l'hôtellerie, il faut souligner que leur niveau de reprise a été très faible (0,6%), de sorte que l'activité commerciale est restée inférieure de 70% au chiffre précédant l'embargo. Malgré une augmentation de 1,9%, le tourisme se situe à un niveau encore plus déprimé que dans un passé récent. Le nombre de visiteurs, qui s'était réduit d'un tiers pendant l'embargo, plafonne à 65% du niveau moyen de la décennie précédente, car les préférences des touristes se sont déplacées et les groupes de missions internationales ont été réduits; on remarque néanmoins une augmentation de la fréquence des visites des Haïtiens émigrés.

Par contre, il faut souligner que le secteur financier a été l'un des plus dynamiques (4,3% de croissance) de l'évolution économique de cette année, suite à l'expansion des organismes existants, par fusion de capitaux haïtiens et étrangers. Bien qu'aucun nouvel établissement ne se soit installé en 1997, au cours du premier semestre, des acquisitions et des fusions bancaires ont eu lieu et huit nouvelles succursales se sont installées dans la zone métropolitaine et les produits financiers se sont élargis et diversifiés; tout cela a provoqué une expansion des services financiers.

Les services de logement ont aussi entraîné une plus forte valeur ajoutée (1,8%), alors que la demande est supérieure aux possibilités de l'offre, vu la pression démographique exacerbée dont a souffert en particulier la capitale pendant les dernières années. Enfin, les services communaux sont restés insuffisants, à cause de la restriction budgétaire qui a frappé les activités du gouvernement.

#### **b) Les prix, les rémunérations et l'emploi**

La croissance de l'offre globale inférieure à ce qui avait été planifié, ainsi que l'augmentation, pourtant contrôlée, de la liquidité, ne pouvaient guère contribuer à une réduction appréciable de l'indice des prix à la consommation prévue par le gouvernement. En tout état de

<sup>10</sup> Une part considérable de ce coefficient de perte, qui a toujours dépassé 40%, est imputable à la grande quantité de personnes qui utilisent l'électricité sans la payer. C'est une habitude d'ailleurs très fréquente dans les quartiers les plus pauvres de la capitale.

cause, si l'on considère la variation de l'indice moyen de l'année, celui-ci a baissé de quatre points, passant de 20,6% en 1996 à 16,2% en 1997, témoignant d'une tendance à la réduction progressive de l'inflation vers la fin de cette période.

La variation annuelle des prix à la consommation à la fin de l'année fiscale (17%), similaire à celle des deux années précédentes, pourrait peut-être traduire une certaine résistance à la baisse, vu la prépondérance de l'alimentation dans l'indice général. La dépendance croissante de l'importation de produits alimentaires pour la consommation finale au cours des dernières années, ainsi que les problèmes de déficit conjoncturel de certains produits agricoles locaux, expliquent la résistance des prix à la baisse. Par ailleurs, cette année la variation du taux de change commercial en termes nominaux a été à peine supérieure à 1%, ce qui a contribué à une augmentation non excessive des prix internes.

Un autre domaine qui contribue également à l'augmentation de cet indicateur est celui du logement, vu la situation démographique de la capitale, où demeure presque le quart de la population totale, et l'offre insuffisante de logements. De toute façon, cet indicateur a baissé au cours du dernier trimestre, à la suite de la chute des prix du charbon de bois, qui est une source d'énergie domestique importante.

Quant aux rémunérations, le salaire minimum, qui avait augmenté de 140% en 1995, a de nouveau perdu en pouvoir d'achat, car sa valeur nominale n'a pas changé. Sa chute de 14% au cours de cette année en fait l'un des niveaux de salaire réel les plus bas de la décennie -40% plus bas que celui de 1990-, seulement dépassé par le salaire minimum de 1994, à la fin de la période de l'embargo commercial. Un facteur inquiétant dans cette baisse réelle du salaire minimum est que cet indicateur est le seul salaire de référence depuis l'abolition de la fixation du salaire industriel de base, au début de cette décennie. On estime actuellement que le salaire payé dans les activités de l'industrie de sous-traitance correspond à un montant inférieur à la moitié du salaire minimum, bien qu'il comprenne de façon complémentaire les frais de sécurité sociale, dans le cadre d'un régime de couverture large, ressemblant davantage au système français qu'à celui des États-Unis.

En ce qui concerne la situation globale de l'emploi, on manque d'estimations officielles pour la décrire, mais il faut remarquer une amélioration partielle dans certains secteurs bien précis. Outre les nouveaux postes de travail créés dans les activités les plus dynamiques en 1997, comme la construction et les services financiers, la relance de l'activité des entreprises de sous-traitance a eu un impact considérable sur l'emploi. On calcule actuellement que les personnes engagées dans les entreprises de sous-traitance représentent 22 000 à 23 000 travailleurs. Même si ce chiffre n'atteint pas les 40 000 travailleurs de la période de croissance passée, cela constitue une amélioration par rapport à il y a trois ans. Il faut souligner que les promoteurs officiels de l'industrie de sous-traitance insistent sur la création indirecte d'emploi attaché à chaque travailleur actif, vu l'augmentation de la demande envers l'appareil productif et des services.

D'autre part, les établissements bancaires, d'assurances et propriétés immobilières auraient continué à engager de nouveaux employés, bien qu'à un rythme inférieur à celui de l'année précédente; les autorités estiment que les effectifs auraient augmenté de 13%. Le programme de retraite volontaire et anticipée que le gouvernement envisage, dans le cadre des mesures de rationalisation et de modernisation de l'administration publique, n'a pas été exécuté non plus en 1997, à cause du manque de financement externe prévu à cet effet. Au lieu de diminuer, le nombre

de fonctionnaires publics a augmenté de 2 180 (4,5% de plus de ceux qui existaient déjà).<sup>11</sup> L'ajournement du programme de retraite anticipée a, de toute manière, provoqué une moindre pression sur le marché du travail, surtout dans le vaste secteur informel, qui concentre la demande d'emploi de la population encore en âge de travailler et sans débouché dans le secteur formel.

### c) Le secteur externe

Le comportement des variables externes s'est amélioré par rapport à l'année précédente, avec une accumulation nette de réserves de 41 millions de dollars. Ce résultat global positif, équivalent à presque un mois d'importation, est dû à la réduction du déficit du commerce des biens, à une certaine amélioration du solde de la balance des biens et des services (-513 millions de dollars) et à l'augmentation du solde du compte financier par rapport à celui de 1996. Par contre, le solde du compte courant a été légèrement plus déficitaire que l'année précédente, avec un montant de presque 86 millions de dollars (solde négatif le plus grave de cette décennie).

La plus grande disponibilité de crédits pour la consommation et pour le secteur commercial n'a eu qu'une répercussion partielle sur la demande d'importations, dont la valeur a augmenté de 2,7% par rapport à l'année précédente. Il faut remarquer que depuis juin 1996, les biens importés sont soumis à l'impôt sur la vente de 10% (TCA), et à un autre de 4% pour la vérification des importations; les deux étant appliqués même aux aliments qui étaient jusqu'alors exonérés. Sans considérer les articles manufacturés, dont la valeur a augmenté de presque 44%, il y a eu une contraction de tous les autres achats externes. Certains produits importants pour l'économie, - depuis les aliments jusqu'aux machines et équipements de transport, y compris les carburants et les produits intermédiaires- ont baissé dans des proportions variables. L'importation d'aliments et d'huiles comestibles, qui représente la part la plus importante avec 38% du total, a baissé de presque 8% en valeur, à cause de la forte diminution des achats de farines et de certains types de riz, dont la production interne s'est améliorée.

Les exportations ont eu une croissance notable, légèrement supérieure à 30%, surtout due au renouveau de dynamisme de l'industrie de sous-traitance et à la promotion du commerce de produits manufacturés artisanaux. Ces deux postes représentent ensemble 55% de la croissance de la valeur totale exportée. Parmi les produits agricoles les plus importants, on remarque les ventes extérieures de café et de mangues; dans le premier cas, à la suite de l'appréciation du cours international du café (44%) et, dans le deuxième, pour répondre à une forte demande des États-Unis au début du deuxième semestre, au moment de la récolte du fruit. Parmi les produits traditionnels, l'exportation d'huiles essentielles a connu des oscillations fréquentes, avec une baisse de presque 50% au cours de la dernière année.

Il est encore prématuré d'évaluer l'effet de l'adhésion de Haïti au Marché Commun des Caraïbes (au sein du CARICOM ou *Caribbean Community*), en vigueur à partir de juillet 1997; d'ailleurs les exportations vers ce marché sous-régional sont encore peu importantes. A l'avenir, cette nouvelle situation pourrait obliger à une révision de la taxe maximum de 10% sur les produits agricoles, puisque les autres pays appliquent un plafond de taxe douanière de 20%.

---

<sup>11</sup> D'après l'information publiée dans le *Rapport Annuel 1997* de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

Pendant l'année 1997, le pouvoir d'achat des exportations a considérablement augmenté (31,6% par rapport à 1996), dans une large mesure à cause de la croissance en volume. On estime cependant que le solde négatif des services correspondant aux voyages et transports s'est aggravé, ce qui, outre une plus forte charge au titre des intérêts, a contribué à l'augmentation du déficit du compte courant. Un autre élément, tout aussi important à cet égard, a été la baisse de 22 millions de dollars des transferts externes pour des raisons diverses. D'une part, les dons officiels, qui se sont élevés à 184,5 millions de dollars en 1997, ont baissé de 126 millions par rapport à l'année précédente; d'autre part, les transferts privés venant surtout des États-Unis et du Canada ont augmenté de 104 millions (68% par rapport à 1996).

L'amélioration du compte financier est, dans une large mesure, le résultat de l'augmentation des engagements du secteur bancaire envers l'extérieur (presque 16 millions de dollars) correspondant à l'utilisation de lettres de crédit par les importateurs. Dans une moindre mesure, le secteur non bancaire a augmenté le niveau de ses dépôts externes, tandis que les emprunts nets du secteur gouvernemental ont baissé de 68 à 50 millions de dollars. Bien que l'investissement direct (5 millions de dollars) n'atteigne pas la moitié de son niveau historique, il témoigne de la reprise progressive de l'activité des industries de sous-traitance et de l'installation d'entreprises de distribution d'essence, filiales de la principale firme pétrolière française, ELF.



Annexe statistique



Tableau 1

## HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES a/

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 b/
<b>Taux de variation</b>						
Croissance et investissement						
Produit intérieur brut	-13.2	-2.4	-8.3	4.4	2.8	1.1
Produit intérieur brut par habitant	-14.9	-4.4	-10.2	2.3	0.7	-1.0
Revenu national brut à prix de marché c/	-13.7	-1.2	-7.9	29.1	-2.1	0.1
Produit intérieur brut sectoriel						
Biens	-13.3	-5.9	-10.0	-1.5	3.5	1.0
Services de base	-12.1	-2.4	-13.2	12.3	6.1	-0.1
Autres services	-10.7	1.1	-4.4	7.2	1.0	0.5
<b>Points de pourcentage</b>						
Décomposition du taux de croissance du PIB	<u>-13.2</u>	<u>-2.4</u>	<u>-8.3</u>	<u>4.4</u>	<u>2.8</u>	<u>1.1</u>
Consommation	-5.3	0.8	-11.9	16.7	0.6	1.2
Publique	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...
Investissement	-5.5	-0.7	-0.6	8.1	-0.2	-0.2
Exportations	-11.3	0.8	-2.5	8.1	0.8	1.6
Importations ( - )	-8.9	3.3	-6.7	28.5	-1.6	1.5
<b>Pourcentages du PIB c/</b>						
Investissement brut interne	9.6	9.1	9.2	16.6	16.0	15.5
Epargne nationale	6.5	3.1	9.6	13.8	10.7	9.5
Epargne externe	3.1	6.0	-0.4	2.8	5.2	6.0
Emploi et salaires						
Salaire minimum réel (indices 1996 = 100)	115.9	89.3	64.1	120.6	100.0	86.1
<b>Taux de variation</b>						
Prix (septembre-septembre)						
Indice général des prix à la consommation	18.4	37.9	51.1	17.3	17.0	17.0
Secteur externe						
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1990 = 100)	79.9	80.8	80.9	85.7	80.7	85.7
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	9.1	12.4	14.7	14.4	16.0	16.2
Indice du taux de change ajusté (1996 = 100)	141.5	153.5	133.9	105.4	100.0	89.3
<b>Millions de dollars</b>						
Balance des paiements d/						
Compte courant	-41.8	-77.5	5.3	-38.0	-73.5	-85.8
Solde commercial	-184.1	-236.2	-150.0	-560.3	-525.3	-512.7
Exportations des biens et services e/	147.9	153.9	130.5	241.4	256.6	288.5
Importations des biens et services e/	332.0	390.1	280.5	801.7	781.9	801.2
Compte d'opérations financières	-51.3	-70.3	-12.3	80.2	82.9	97.8
Variation des réserves internationales	27.8	41.2	32.9	-187.6	49.2	-41.0

/A suivre

Tableau 1 (fin)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 b/
Pourcentages						
<b>Dette externe</b>						
Encours de la dette externe (% du PIB) f/	49.2	54.1	41.7	36.7	33.9	32.0
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	5.5	8.4	6.5	11.1	4.0	4.7
Pourcentages du PIB						
<b>Gouvernement central g/</b>						
Recettes courantes	5.6	5.5	2.6	6.4	7.4	9.1
Dépenses courantes	10.8	8.4	5.7	10.9	9.2	9.8
Epargne ou déficit courant (-)	-5.1	-2.9	-3.1	-4.6	-1.8	-0.7
Dépenses de capital	0.6	0.6	0.2	0.8	0.3	1.4
Déficit fiscal	-4.4	-3.2	-3.3	-4.8	-1.6	-2.0
Financement interne	4.3	3.2	3.3	-2.0	1.3	1.1
Financement externe	0.1	0.1	0.0	6.8	0.2	0.8
Taux de variation						
<b>Monnaie et crédit</b>						
Solde monétaire du système bancaire	27.9	32.5	29.6	27.0	6.0	18.0
Réserves nettes de change	55.6	127.1	44.3	245.9	-9.3	18.9
Crédit intérieur net	26.4	26.4	27.9	-2.1	13.2	17.6
Au secteur public	24.5	30.8	25.2	-8.9	19.7	-5.5
Au secteur privé	4.5	40.0	8.7	59.2	17.0	42.7
Monnaie (M1)	24.8	26.7	21.1	25.9	0.6	11.8
Epargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	28.5	35.1	25.8	8.5	1.9	16.3
M2	26.8	31.3	23.8	15.9	1.3	14.2
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	211.4	119.0	281.3	181.6	33.3	34.3
Liquidité étendue (M3)	27.9	32.5	29.6	27.0	6.0	18.0
Taux annuels						
<b>Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)</b>						
Taux sur les dépôts	-9.4	-18.7	-24.2	-16.1	-8.4	-4.8
Taux sur les prêts	-0.8	-11.2	-16.0	-8.3	4.0	4.8
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/	-10.2	-22.8	-10.9	9.6	-0.8	9.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1990.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

## HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

	1995				1996				1997 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois)	35.3	34.9	25.6	17.8	24.1	20.1	20.9	17.6	15.0	15.7	16.6	17.3
Taux de change réel (indices 1996 = 100)	107.9	105.3	106.2	105.9	105.9	106.0	98.7	90.4	88.2	90.8	90.8	87.3
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-21.4	-21.2	-13.6	-9.0	-12.3	-8.0	-8.2	-5.4	-3.4	-4.5	-6.0	-4.9
Sur les prêts	-14.3	-13.7	-6.3	0.2	-1.7	5.0	5.1	7.4	8.2	4.7	3.3	3.3
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	10.2	-2.6	9.1	7.4	12.0	-4.6	-4.8	-1.0	6.3	0.5	3.2	1.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ A termes de 6 mois.

Tableau 3

## HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE TOTALES

	Millions de gourdes de 1990					Composition (pourcentages)			Taux de croissance			
	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/	1990	1996 a/	1997 a/	1994	1995	1996 a/	1997 a/
	Offre totale	13,518	11,854	15,194	15,316	15,601	122.7	140.3	141.3	-12.3	28.2	0.8
Produit intérieur brut aux prix du marché	11,094	10,172	10,618	10,915	11,040	100.0	100.0	100.0	-8.3	4.4	2.8	1.1
Importations de biens et services	2,424	1,682	4,576	4,401	4,561	22.7	40.3	41.3	-30.6	172.1	-3.8	3.6
Demande totale	13,518	11,854	15,194	15,316	15,601	122.7	140.3	141.3	-12.3	28.2	0.8	1.9
Demande intérieure	11,932	10,544	13,060	13,095	13,202	103.7	120.0	119.6	-11.6	23.9	0.3	0.8
Formation brute de capital fixe	998	927	1,747	1,722	1,696	14.9	15.8	15.4	-7.1	88.6	-1.5	-1.5
Consommation totale	10,934	9,617	11,313	11,373	11,506	88.7	104.2	104.2	-12.0	17.6	0.5	1.2
Publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	1,586	1,310	2,134	2,221	2,399	19.0	20.3	21.7	-17.4	62.9	4.1	8.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX  
SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1990					Composition (pourcentages)			Taux de croissance			
	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/	1990	1996 a/	1997 a/	1994	1995	1996 a/	1997 a/
	Produit intérieur brut	11,094	10,172	10,618	10,915	11,040	100.0	100.0	100.0	-8.3	4.4	2.8
Total partiel biens	5,841	5,259	5,181	5,362	5,417	55.2	49.1	49.1	-10.0	-1.5	3.5	1.0
Agriculture b/	4,285	3,803	3,420	3,409	3,325	33.1	31.2	30.1	-11.3	-10.1	-0.3	-2.5
Industrie d'extraction	16	14	18	19	21	0.1	0.2	0.2	-8.1	22.2	9.8	10.5
Industrie manufacturière	760	699	766	789	795	15.8	7.2	7.2	-8.0	9.6	3.0	0.8
Construction	780	743	977	1,145	1,276	6.1	10.5	11.6	-4.7	31.4	17.2	11.5
Total partiel services de base	328	285	320	340	339	3.3	3.1	3.1	-13.2	12.3	6.1	-0.1
Electricité, gaz et eau	103	71	94	105	103	1.1	1.0	0.9	-31.2	32.5	11.2	-1.9
Transport, stockage et communications	225	214	226	235	237	2.2	2.2	2.1	-4.9	5.5	4.0	0.6
Total partiel services divers	4,696	4,489	4,811	4,861	4,887	39.3	44.5	44.3	-4.4	7.2	1.0	0.5
Commerce	1,435	1,179	1,463	1,472	1,481	17.7	13.5	13.4	-17.9	24.1	0.7	0.6
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	809	825	842	861	877	5.7	7.9	7.9	2.0	2.0	2.3	1.9
Propriété immobilière	786	802	818	835	850	5.6	7.7	7.7	2.0	2.0	2.1	1.8
Services communaux, sociaux et personnels d/	2,453	2,485	2,507	2,528	2,529	15.9	23.2	22.9	1.3	0.9	0.8	-
Gouvernement	1,959	2,005	1,991	2,014	2,012	12.1	18.4	18.2	2.4	-0.7	1.2	-0.1
Ajustement e/	228	139	306	352	396	2.2	3.2	3.6				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands"

d/ Correspond aux "services non marchands"

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

## HAITI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE

	Milliers de tonnes					Taux de croissance				
	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/
Principales cultures										
D'exportation										
Café	27.4	21.4	17.6	...	...	-25.4	-21.9	-17.7	...	...
Cacao	4.8	4.8	4.8	...	...	-2.2	0.0	1.5	...	...
De consommation interne										
Riz	115.7	99.9	88.7	...	...	-8.0	-13.7	-11.2	...	...
Maïs	226.3	189.5	181.7	...	...	15.4	-16.3	-4.1	...	...
Millet	192.6	148.2	155.1	...	...	50.2	-23.1	4.7	...	...
Haricots	92.8	73.1	71.1	...	...	-1.0	-21.2	-2.7	...	...
Bananes	507.5	361.7	319.3	...	...	-2.2	-28.7	-11.7	...	...
Canne à sucre	1,179.3	849.9	526.6	...	...	-79.8	-27.9	-38.0	...	...
Indicateurs de l'élevage										
Viande (total)	96.8	96.8	95.0	...	...	-3.6	0.0	-1.9	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haiti, l'Institut Haitien de Statistique et d'Informatique et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural.

a/ Information non disponible.



Tableau 6

## HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	Indices 1990 = 100 b/					Taux de croissance			
	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1994	1995	1996	1997 a/
Industries manufacturières	38.4	35.4	38.8	39.9	40.2	-8.0	9.6	3.0	0.8
Aliments	49.6	43.1	48.0	48.8	48.9	-13.1	11.3	1.7	0.1
Boissons	60.5	31.9	34.8	39.4	41.6	-47.3	9.1	13.4	5.4
Tabac	108.0	70.3	73.5	74.9	70.9	-34.9	4.6	1.9	-5.3
Industrie textile	48.0	65.4	68.5	72.6	74.6	36.3	4.8	6.0	2.7
Produits chimiques	108.5	90.7	106.5	99.1	91.5	-16.4	17.4	-7.0	-7.7
Minéraux non-métalliques	23.3	21.4	32.3	40.0	46.1	-8.1	50.6	24.0	15.0
Minéraux métalliques	11.0	12.7	12.9	13.5	14.4	15.3	2.0	4.2	6.7
Industries diverses	29.6	27.2	29.8	31.6	31.8	-8.1	9.7	5.8	0.8
Production de quelques produits manufacturés importants									
	Milliers de tonnes					Taux de croissance			
Saindoux	7.3	3.9	8.1	5.6	...	-46.6	107.7	-30.9	-5.9 g/
Huiles comestibles	109.1	94.9	86.9	103.4	...	-13.0	-8.4	19.0	11.6 g/
Boissons gazeuses c/	23.2	19.1	22.2	...	...	-17.7	16.2	...	...
Bière d/	4.2	2.3	3.7	4.1	...	-45.2	60.9	10.8	41.9 g/
Cigarettes e/	5.5	3.6	3.9	4.2	...	-34.5	7.2	8.8	-22.7 g/
Savon de lessive	34.8	29.4	42.2	40.7	...	-15.4	43.5	-3.6	22.9 g/
Savon de toilette f/	1,060.6	725.8	1,165.9	1,200.0	...	-31.6	60.6	2.9	32.0 g/
Détergents f/	1,009.5	823.7	877.0	1,464.0	...	-18.4	6.5	66.9	16.2 g/
Huiles essentielles f/	143.3	299.0	152.5	109.3	...	108.7	-49.0	-28.3	...
Autres indicateurs de la production manufacturière									
Consommation commerciale et industrielle d' électricité (millions de kWh)	81.3	45.4	59.1	104.3	126.1	-44.2	30.3	76.5	20.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres du PIB, par secteur d'activité, en gourdes constants de 1975-1976.

c/ Millions de litres.

d/ Millions de bouteilles.

e/ Millions de paquets de 200 cigarettes.

f/ Tonnes.

g/ Variation du premier semestre de l'année fiscale (octobre-mars).

Tableau 7

## HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ELECTRICITE

	Millions de kWh					Taux de croissance			
	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1994	1995	1996	1997 a/
Production	420.8	302.9	435.4	574.9	637.7	-28.0	43.7	32.0	10.9
Consommation b/	215.8	125.5	168.2	257.3	291.7	-41.8	34.0	53.0	13.4
Commerciale et industrielle	81.3	45.4	59.1	104.3	126.1	-44.2	30.3	76.5	20.9
Particulière	114.4	61.5	82.0	116.6	122.1	-46.2	33.3	42.2	4.8
Eclairage public	11.0	8.6	10.0	12.1	13.1	-21.9	15.4	21.8	8.1
Services publics et communaux	9.0	10.0	17.2	24.3	30.4	11.0	71.2	41.6	25.1
Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/	48.7	58.6	61.4	55.2	54.3	20.2	4.8	-10.0	-1.8

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.

Tableau 8

## HAITI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/
	Taux de croissance							
Exportations (fob) b/								
Valeur	79.2	-9.1	-51.0	10.5	-17.6	27.4	7.4	30.6
Quantum	37.9	11.9	-42.7	10.1	-20.0	12.8	13.0	24.1
Valeur unitaire	30.0	-18.8	-14.5	0.3	3.0	12.9	-5.0	5.3
Importations (fob) b/								
Valeur	70.7	-16.9	-30.3	21.6	-36.6	161.9	-3.6	2.7
Quantum	33.3	-14.0	-22.6	22.6	-38.4	145.8	-4.5	3.6
Valeur unitaire	28.0	-3.4	-10.0	-0.8	2.9	6.6	1.0	-0.8
Termes de l'échange (fob/fob)	1.5	-15.9	-5.0	1.1	0.1	6.0	-5.9	6.2
	Indices (1990 = 100)							
Pouvoir d'achat des exportations	100.0	94.1	51.2	57.1	45.7	54.7	58.2	76.6
Quantum des exportations	100.0	111.9	64.2	70.7	56.5	63.8	72.1	89.4
Quantum des importations	100.0	86.0	66.6	81.7	50.3	123.7	118.1	122.3
Termes de l'échange (fob/fob)	100.0	84.1	79.9	80.8	80.9	85.7	80.7	85.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

## HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

	Millions de dollars				Composition (pourcentages)			Taux de croissance			
	1994	1995	1996	1997 a/	1995	1996	1997 a/	1994	1995	1996	1997 a/
	Exportations brutes (fob)	107.8	137.3	147.5	192.7	100.0	100.0	100.0	-17.6	27.4	7.4
Exportations nettes (fob) b/	60.3	88.3	82.5	110.1	...	...	...	-24.9	46.5	-6.5	33.4
Produits agricoles	17.5	40.0	20.7	30.7	29.1	14.0	15.9	-17.5	127.9	-48.2	48.5
Café	7.0	17.9	6.9	10.2	13.0	4.6	5.3	-24.6	155.7	-61.7	48.8
Cacao	1.8	2.0	0.6	0.7	1.4	0.4	0.4	30.6	12.6	-69.0	11.5
Sisal	1.4	0.9	0.6	0.8	0.6	0.4	0.4	-33.0	-38.7	-31.0	40.0
Huiles essentielles	0.9	6.3	5.7	2.9	4.6	3.8	1.5	-61.8	574.5	-10.7	-48.1
Autres produits agricoles c/	6.4	12.9	7.0	16.1	9.4	4.7	8.3	6.1	100.6	-46.0	130.6
Articles manufacturés d/	30.5	30.0	41.5	52.8	21.8	28.1	27.4	-34.8	-1.5	38.4	27.0
Manufactures artisanales et autres produits industriels	8.9	11.7	13.3	17.4	8.6	9.0	9.0	-3.0	32.7	13.0	31.2
Ajustement pour évaluation	3.4	6.6	7.4	9.2	4.8	5.0	4.8				
Ajustement pour classification	47.5	49.0	65.0	82.6	35.7	44.0	42.9				
	Milliers de tonnes										
Café	5.8	10.3	8.9	...				-36.3	77.6	-13.4	...
Cacao	2.5	4.3	2.2	...				13.6	72.0	-48.3	...
Sisal	2.7	4.7	2.3	...				-38.6	74.1	-52.0	...
Huiles essentielles	0.2	0.3	0.1	...				-10.0	55.6	-56.7	...
Articles manufacturés	3.8	6.9	8.3	...				-56.3	81.6	19.9	...
Manufactures artisanales et autres produits industriels	1.2	2.7	3.1	...				-47.8	125.0	16.6	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seul valeur ajoutée est considérée.

c/ Y compris les mangues.

d/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

## HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

	Millions de dollars				Composition (pourcentages)			Taux de croissance			
	1994	1995	1996	1997 a/	1995	1996	1997 a/	1994	1995	1996	1997 a/
	Importations totales (cif)	251.6	700.2	687.9	706.6	100.0	100.0	100.0	-29.2	178.3	-1.7
Produits alimentaires, boissons et tabac	68.7	218.9	228.2	206.3	31.3	33.2	29.2	-32.2	218.6	4.2	-9.6
Combustibles minéraux	46.2	73.7	79.4	74.9	10.5	11.5	10.6	-34.6	59.5	7.7	-5.7
Hydrocarbures	43.3	70.2	70.8	70.6	10.0	10.3	10.0	-26.3	62.0	0.8	-0.3
Huiles et graisses	59.9	53.4	61.0	60.3	7.6	8.9	8.5	-6.5	-10.9	14.2	-1.1
Produits chimiques	16.5	41.0	53.8	51.8	5.9	7.8	7.3	-52.0	148.8	31.1	-3.7
Articles manufacturés b/	30.7	90.7	110.6	113.9	13.0	16.1	16.1	-39.9	195.6	22.0	3.0
Machines et matériel de transport	15.5	109.0	125.0	111.5	15.6	18.2	15.8	-28.2	605.5	14.7	-10.8
Articles manufacturés divers c/	11.6	39.3	20.0	40.5	5.6	2.9	5.7	40.6	237.6	-49.1	102.7
Autres d/	2.5	74.1	9.9	47.4	10.6	1.4	6.7	-37.4	2888.7	-86.6	378.8
Importations totales brutes (fob) e/	197.5	517.2	498.6	512.2				-36.6	161.9	-3.6	2.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total cif moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

## HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRESENTATION ANALYTIQUE)

(Millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/
<b>I. Compte des transactions courantes</b>	-21.9	-29.6	-41.8	-77.5	5.3	-38.0	-73.5	-85.8
Exportations de biens fob	265.8	241.6	118.4	130.8	107.8	137.3	147.5	192.7
Importations de biens fob	-442.6	-367.8	-256.2	-311.5	-197.5	-517.2	-498.6	-512.2
Solde au titre des biens	-176.8	-126.2	-137.8	-180.7	-89.7	-379.9	-351.1	-319.5
Services (crédit)	52.2	99.4	29.5	23.1	22.7	104.1	109.1	95.8
Transports	8.5	8.2	4.0	4.4	3.6	5.0	6.0	...
Voyages	33.7	83.8	23.4	17.2	17.6	90.2	95.6	...
Autres services	10.0	7.4	2.1	1.5	1.5	9.0	7.5	...
Services (débit)	-72.0	-206.7	-75.8	-78.6	-83.0	-284.5	-283.3	-289.0
Transports	-34.0	-100.0	-36.7	-38.1	-40.2	-183.0	-189.3	...
Voyages	-37.0	-42.7	-15.7	-16.3	-17.2	-34.7	-37.0	...
Autres services	-1.0	-63.9	-23.4	-24.2	-25.6	-66.8	-57.0	...
Solde au titre des biens et services	-196.6	-233.5	-184.1	-236.2	-150.0	-560.3	-525.3	-512.7
Revenus (crédit)	6.9	5.2	...	...	...	...	...	...
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	6.9	5.2	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	6.9	5.2	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...	...	...	...
Revenus (débit)	-25.1	-35.5	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7	-13.6
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	-25.1	-35.5	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7	...
Revenu des investissements directs	...	-9.3	...	...	...	-3.8	-0.4	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-25.1	-26.2	-8.1	-12.9	-8.5	-26.9	-10.3	...
Solde au titre des revenus	-18.2	-30.4	-8.1	-12.9	-8.5	-30.6	-10.7	-13.6
Transferts courants (crédit) b/	192.9	292.6	150.5	171.6	163.7	552.9	462.5	440.5
Transferts courants (débit)	...	-58.4	...	...	...	...	...	...
Solde au titre des transferts courants	192.9	234.2	150.5	171.6	163.7	552.9	462.5	440.5
<b>II. Compte de capital c/</b>	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>III. Compte d'opérations financières c/</b>	33.0	35.6	-51.3	-70.3	-12.3	80.2	82.9	97.8
Investissements directs de l'économie à l'étranger	8.0	13.6	...	...	...	...	...	...
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	...	...	-1.8	-2.2	-2.8	7.4	4.1	5.0
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements d/	-23.1	59.7	31.6	42.1	40.8	292.5	166.1	92.8
Autorités monétaires d/	...	0.7	14.0	...	1.2	28.0	...	1.6
Administrations publiques d/	...	29.0	...	...	...	126.2	90.1	50.2
Banques d/	-23.1	...	...	0.5	...	0.4	...	15.9
Autres secteurs d/	...	30.0	17.6	41.6	39.6	137.9	76.0	25.0
Engagements des autres investissements	48.1	-37.7	-81.1	-110.2	-50.3	-219.7	-87.3	...
Autorités monétaires	...	...	...	...	...	...	...	...
Administrations publiques	48.7	-7.6	-9.5	-28.7	-31.1	-32.8	-22.3	...
Banques	...	-14.6	-18.4	-28.0	-6.2	-11.2	-5.0	...
Autres secteurs	...	...	-52.0	-52.0	-13.0	-171.8	-60.0	...
<b>IV. Erreurs et omissions nettes</b>	-46.3	22.5	65.2	106.6	-25.8	145.6	-58.6	29.0
<b>V. Solde global</b>	-35.2	28.5	-27.8	-41.2	-32.9	187.8	-49.2	41.0
<b>VI. Reserves et postes apparentes</b>	35.2	-28.5	27.8	41.2	32.9	-187.6	49.2	-41.0
Avoirs de réserve	39.0	-12.3	-3.8	1.2	-7.9	-175.6	48.6	-50.2
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-7.0	-16.2	14.0	-1.5	1.2	-6.3	-3.8	18.2
Financements exceptionnels e/	3.2	...	17.6	41.6	39.6	-5.9	4.4	-9.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti et du Fonds Monétaire International.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI.

d/ Valeur nette en 1997.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

## HAÏTI: EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/
Gourdes pour 1 dollar						
Taux de change de référence b/	9.1	12.4	14.7	14.4	16.0	16.2
Indices (1996 = 100)						
1. Indices du taux de change						
Taux de change de référence	56.8	77.6	92.0	89.9	100.0	101.0
2. Indices des prix à la consommation						
a) Haïti	36.0	46.7	65.0	82.9	100.0	116.2
b) Etats Unis	89.5	92.2	94.6	97.3	100.0	102.7
3. Indices des prix relatifs (a/b)	40.2	50.6	68.7	85.3	100.0	113.2
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)						
Taux de change de référence	141.5	153.5	133.9	105.4	100.0	89.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et le Fonds Monétaire International.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

## HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 b/
Millions de dollars								
Encours	841	809	873	866	875	898	914	1,025
Gouvernement	567	582	640	636	642	663	742	852
Entreprises publiques	274	227	232	230	233	239	172	173
Tirages	33	43	-	-	-	108	110	74
Service de la dette	23	18	-	-	-	64	26	33
Amortissements	18	11	-	-	-	36	17	20
Intérêts	5	7	-	-	-	28	9	13
Pourcentages								
Ratios de structure de la dette								
Dette publique extérieure/exportations de biens et services c/	264.5	237.2	589.9	562.9	670.6	371.8	356.3	355.3
Services/exportations de biens et services c/	7.2	5.3	-	-	-	26.5	10.2	11.5
Intérêts nets/exportations de biens et services c/ d/	7.9	7.7	5.5	8.4	6.5	11.1	4.0	4.7
Service/tirage	69.4	41.9	...	...	...	59.0	23.9	44.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la balance des paiements.



Tableau 14

## HAITI: EVOLUTION DES PRIX INTERIEURS a/

	1992	1993	1994	1995	1996	1997 b/
Variation de septembre à septembre (pourcentages)						
Général	18.4	37.9	51.1	17.3	17.0	17.0
Alimentation	18.0	26.3	56.4	16.3	16.2	22.5
Variation moyenne annuelle (pourcentages)						
Général	...	29.7	39.3	27.6	20.6	16.2
Alimentation	...	23.2	39.1	27.2	19.3	18.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et la Banque de la République d'Haïti.

a/ A partir de chiffres d'indices des prix à base novembre 1996 = 100.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15

## HAÏTI: EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

	Indices (novembre 1996 = 100)							Variation par rapport au même mois de l'année précédente					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1992	1993	1994	1995	1996	1997 a/
<b>Indice général</b>													
Janvier	27.9	33.1	38.5	54.8	73.3	89.1	102.5	18.6	16.4	42.3	33.8	21.5	15.1
Février	27.6	33.3	39.5	55.2	75.1	89.9	103.5	20.7	18.6	39.7	36.1	19.6	15.1
Mars	27.9	33.5	50.9	56.4	76.1	90.7	106.0	20.4	51.8	10.7	34.9	19.3	16.8
Avril	27.9	33.5	44.2	59.5	76.3	92.2	107.3	19.9	31.9	34.7	28.1	20.9	16.4
Mai	27.9	33.6	44.9	61.7	77.1	93.5	109.0	20.2	33.7	37.5	24.9	21.3	16.6
Juin	28.1	33.9	45.8	63.4	78.5	94.6	110.6	20.6	35.3	38.2	23.9	20.5	16.9
Juillet	28.1	33.8	46.7	66.1	80.8	95.7	112.2	20.0	38.3	41.5	22.2	18.3	17.3
Août	28.2	33.9	47.7	71.4	81.7	96.0	112.9	20.2	40.4	49.9	14.3	17.6	17.6
Septembre	28.8	34.1	47.0	71.1	83.3	97.5	114.1	18.4	37.9	51.1	17.3	17.0	17.0
Octobre	30.1	35.2	50.1	70.5	85.6	99.0	115.5	16.9	42.3	40.6	21.4	15.7	16.7
Novembre	30.9	35.8	51.8	69.1	87.3	100.0	115.9	15.7	45.0	33.4	26.3	14.6	15.9
Décembre	32.1	37.3	53.8	71.2	88.8	101.8	117.6	16.1	44.4	32.2	24.8	14.6	15.6
<b>Alimentation, boissons et tabac</b>													
Janvier	29.9	35.2	41.4	55.3	73.8	88.9	103.0	17.5	17.5	33.6	33.5	20.5	15.9
Février	29.6	35.5	42.6	55.6	75.6	89.5	104.1	19.8	20.0	30.5	36.1	18.4	16.3
Mars	29.9	35.8	43.8	56.8	76.9	90.4	107.0	19.6	22.4	29.6	35.3	17.7	18.3
Avril	29.9	35.8	44.4	60.5	77.2	91.7	109.9	19.6	24.1	36.1	27.6	18.8	19.9
Mai	29.9	35.8	45.1	62.7	78.1	92.9	110.6	19.6	25.9	39.0	24.6	19.0	19.1
Juin	30.3	36.1	46.0	64.2	79.3	94.1	113.7	19.4	27.4	39.6	23.6	18.7	20.8
Juillet	30.3	36.1	46.9	67.0	81.2	95.4	116.4	19.4	29.9	42.8	21.2	17.5	22.1
Août	30.3	36.1	47.8	72.2	82.1	95.7	117.2	19.4	32.5	51.0	13.7	16.5	22.5
Septembre	30.9	36.4	46.0	71.9	83.6	97.2	119.1	18.0	26.3	56.4	16.3	16.2	22.5
Octobre	32.1	37.7	50.6	71.3	85.8	99.1	120.6	17.3	34.4	40.9	20.3	15.5	21.7
Novembre	32.7	38.3	52.2	69.4	87.4	100.0	121.1	17.0	36.3	33.1	25.8	14.5	21.1
Décembre	34.3	39.8	54.3	71.6	88.6	102.4	121.3	16.2	36.4	31.8	23.7	15.6	18.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 16

## HAÏTI: EVOLUTION DES REMUNERATIONS

	1991	1992	1993	1994	1995	1996 a/	1997 a/
Gourdes							
Salaire journalier minimum	15.0	15.0	15.0	15.0	36.0	36.0	36.0
Salaire industriel de base	15.9	-	-	-	-	-	-
Indices (1996 = 100)							
Salaires							
Nominaux b/	41.7	41.7	41.7	41.7	100.0	100.0	100.0
Réels c/	...	115.9	89.3	64.1	120.6	100.0	86.1
Taux de croissance							
Salaires							
Nominaux	...	-	-	-	140.0	-	-
Réels	...	...	-22.9	-28.2	88.1	-17.1	-13.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique et de l'Association des Industries d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ D'après le salaire journalier minimum.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17

## HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Solde en fin d'année fiscale (septembre)					Taux de croissance			
	(millions de gourdes)								
	1993	1994	1995	1996	1997 a/	1994	1995	1996	1997 a/
1. Réserves nettes de change b/	858	1,238	4,282	3,883	4,618	44.3	245.9	-9.3	18.9
2. Crédit intérieur c/	7,294	9,329	9,133	10,340	12,160	27.9	-2.1	13.2	17.6
Au secteur public	4,344	5,436	4,950	5,925	5,598	25.2	-8.9	19.7	-5.5
Gouvernement central	3,904	5,108	4,873	5,929	5,728	30.9	-4.6	21.7	-3.4
Entreprises publiques	440	328	77	-4	-130	-25.4	-76.4	-105.4	-2,992.9
Au secteur privé	2,701	2,937	4,675	5,472	7,809	8.7	59.2	17.0	42.7
Instruments de régulation monétaire (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net)	249	955	-493	-1,057	-1,247	283.5	-151.6	-114.4	-18.1
3. Passifs monétaires (1+2)	8,152	10,567	13,415	14,223	16,778	29.6	27.0	6.0	18.0
Monnaie en circulation	2,323	2,843	3,130	3,070	3,355	22.4	10.1	-1.9	9.3
Dépôts à vue	1,143	1,355	2,153	2,243	2,585	18.6	58.9	4.2	15.2
Monnaie (M1)	3,466	4,198	5,284	5,314	5,940	21.1	25.9	0.6	11.8
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	4,500	5,661	6,140	6,255	7,273	25.8	8.5	1.9	16.3
Liquidité en monnaie nationale (M2)	7,966	9,859	11,423	11,569	13,213	23.8	15.9	1.3	14.2
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	186	707	1,992	2,654	3,566	281.3	181.6	33.3	34.3
Liquidité étendue (M3)	8,152	10,567	13,415	14,223	16,778	29.6	27.0	6.0	18.0
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)									
M1/base monétaire	0.69	0.69	0.75	0.73	0.76				
M2/base monétaire	1.59	1.61	1.62	1.59	1.70				
Ratios de liquidité									
M1/PIB	0.17	0.14	0.15	0.12	0.11				
M2/PIB	0.40	0.32	0.32	0.27	0.26				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales. Une révision méthodologique est en cours à la BRH pour enlever ces dépôts des avoirs extérieurs de la Banque Centrale.

c/ Non-compris les créances interbancaires.

d/ Comptes d'épargne inclus.

Tableau 18

## HAÏTI: RECETTES ET DEPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL a/

	Millions de gourdes				Taux de croissance		
	1994	1995	1996	1997 b/	1995	1996	1997 b/
1. Recettes totales (1.1 + 1.2)	813	2,451	3,436	4,782	201.6	40.2	39.2
1.1. Recettes courantes	802	2,249	3,198	4,725	180.5	42.2	47.8
Directes	160	255	548	688	59.3	115.0	25.7
Personnes physiques	...	...	...	...	...	...	...
Sociétés	...	...	...	...	...	...	...
Indirectes	189	895	1,081	1,976	373.5	20.8	82.9
Taxe chiffre d'affaires	163	389	621	1,271	139.1	59.5	104.6
Droit d'accises	26	506	460	705	1,829.8	-9.1	53.5
Diverses c/	348	673	1,071	1,030	93.4	59.1	-3.8
Recettes douanières	105	427	499	1,030	305.8	17.0	106.5
1.2. Transferts des entreprises publiques	11	202	238	57	1,750.5	18.1	-76.0
2. Dépenses courantes	1,766	3,853	3,980	5,088	118.1	3.3	27.9
Dépenses budgétaires	1,081	3,074	3,327	4,174	184.5	8.2	25.5
Rémunérations	955	1,233	1,948	2,226	29.2	58.0	14.3
Dépenses de fonctionnement	126	1,841	1,379	1,948	1,359.0	-25.1	41.2
Dépenses extra-budgétaires	686	779	653	914	13.6	-16.2	40.1
Subventions	...	348	296	260	...	-14.9	-12.2
Intérêts	-	241	239	395	...	-1.0	65.2
Dettes interne	...	53	108	168	...	104.5	55.6
Dettes externe	...	189	131	227	...	-30.6	73.1
Autres dépenses	686	189	118	260	-72.4	-37.8	120.5
3. Epargne ou déficit courant (1-2)	-964	-1,604	-782	-363	66.3	-51.3	-53.5
4. Dépenses de capital	75	278	140	709 d/	269.8	-49.6	406.0
5. Dépenses totales (2+4)	1,841	4,131	4,120	5,797	124.3	-0.3	40.7
6. Excédent ou déficit fiscal (1-5)	-1,029	-1,680	-684	-1,015	63.3	-59.3	48.5
7. Financement du déficit	1,029	1,680	684	1,015			
Financement extérieur net e/	2	2,377	103	423			
Prêts externes (nets)	...	1,681	-252	-272			
Dons	2	696	354	695			
Financement intérieur net	1,026	-697	581	592			
Banque Centrale	1,022	-228	824	-104			
Autres sources de financement f/	5	-469	-243	696			
Ratios (pourcentages)							
Recettes totales/PIB	2.6	7.0	7.9	9.2			
Recettes courantes/PIB	2.6	6.4	7.4	9.1			
Dépenses totales/PIB	6.0	11.7	9.5	11.2			
Dépenses courantes/PIB	5.7	10.9	9.2	9.8			
Epargne courante/PIB	-3.1	-4.6	-1.8	-0.7			
Dépenses de capital/PIB	0.2	0.8	0.3	1.4			
Déficit fiscal/PIB	-3.3	-4.8	-1.6	-2.0			
Financement interne net/déficit	99.8	-41.5	85.0	58.3			

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti.

a/ Jusqu'à 1996 non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. En 1997 la rubrique "Dépenses de capital" comprend aussi les ressources externes en plus des fonds nationaux de contrepartie.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les recettes des comptes gelés durant la période de l'embargo.

d/ Chiffre non comparable aux années précédentes, vu qu'il comprend des ajustements comptables qui ne traduisent pas l'investissement réel (182 millions de gourdes).

e/ Y compris les dons.

f/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.

